

Commission : Conseil des ministres de l'économie et des finances

Problématique : Vers un protectionnisme européen ? Faut-il protéger le marché européen de la concurrence internationale pour faire face aux conséquences de la crise du COVID-19 ?

Auteur : Finlande

La Finlande est l'un des pays les plus septentrionaux d'Europe : un tiers de sa superficie se situe au-delà du cercle polaire arctique. Elle partage des frontières terrestres avec la Suède à l'ouest, la Norvège au nord et la Russie à l'est. Ses façades maritimes ouvrent sur la mer Baltique, avec à l'ouest le golfe de Botnie et au sud le golfe de Finlande. Celle-ci a rejoint l'Union Européenne en 1995 en même temps que sa voisine la Suède.

C'est une république démocratique, qui se rapproche énormément d'un système parlementaire tout en étant semi-présidentiel (Le président a notamment un pouvoir sur les affaires étrangères.). Le chef de gouvernement est une femme âgée de 34 ans, qui en fait la plus jeune première ministre au monde, Sanna Marin. Elle est présidente du Parti Social-démocrate de Finlande, parti de gauche socialiste. Le président quant à lui est membre du Parti de la coalition nationale qui est Libéral-conservateur et donc plutôt de droite. L'indépendance de la Finlande est déclarée le 6 décembre 1917. Elle se produit peu après la Révolution d'Octobre, qui porte les bolcheviks au pouvoir en Russie.

L'Europe, et plus globalement le monde fait depuis maintenant de nombreux mois face à la crise du COVID-19. Cette épidémie a eu un impact énorme sur les marchés internationaux, et ils seront d'autant plus grands à l'avenir. Evidemment le marché européen n'y a pas échappé, et pendant cette crise il doit faire face à ses défauts, mais également à comment ses décisions du passé impactent aujourd'hui lors d'une crise intercontinentale.

Avec le marché le plus libéral au monde, l'Europe avait pour habitude de commercer avec les pays hors Europe, que ça soit pour l'importation ou de l'exportation, mais aujourd'hui, dans un monde où chaque pays est menacé de voir son économie totalement s'effondrer, beaucoup de nations se questionnent sur le devenir du marché européen, qui se part son ouverture est vulnérable vis à vis de la concurrence internationale, car sa dépendance avec l'étranger est beaucoup plus forte. L'Europe, qui a toujours eu tendance à favoriser le libéralisme de son marché, se questionne aujourd'hui sur s'il ne serait pas plus judicieux d'adopter une politique de protectionnisme européen, afin de faire face aux conséquences de la crise du COVID-19.

Même si l'idée peut sembler évidente au premier abord, le marché européen a été construit et fondé sur des valeurs libérales. Les élites, politiques comme économiques ont pour beaucoup d'entre elles tendance à considérer que le marché actuel est efficace. Inverser la tendance dans un marché qui prône l'ouverture à l'international depuis ses débuts serait comme remettre en question le fondement même de celui-ci. Cela pourrait être pris comme une réfutation totale du système établi.

De plus, même si on parvenait à établir ce genre de politique, il est impossible d'effacer notre dépendance du jour au lendemain, si l'Europe a toujours fonctionné ainsi c'est également car c'était globalement bénéfique. Toutes les firmes internationales se fournissent sur plusieurs continents, et cela peu importe le domaine. Rendre plus difficile le passage de la frontière pour nombre de marchandises est impossible, car les pays d'où proviennent ces marchandises, ne feront tout simplement plus de commerce avec nous, ce qui est impensable.

La Finlande quant à elle, a plutôt bien géré la crise de l'épidémie, étant même un des exemples en Europe. Avec seulement 644 décès (Au 24 janvier 2021), c'est même mondialement l'un des pays comptant le moins de morts. Le pays a l'avantage d'être isolé par rapport aux autres pays d'Europe, avec moins de tourisme, moins d'habitants... Même si on observe que globalement, l'Europe du nord a beaucoup mieux géré la crise que le reste de celle-ci. La Finlande a également plutôt tendance à faire du commerce avec l'Europe que l'étranger, avec comme clients principaux la Suède et l'Allemagne.

Le gouvernement finlandais étant relativement mitigé sur la question d'un protectionnisme, la Finlande ne s'oppose pas à considérer l'idée, et à écouter les différents états souhaitant établir ce genre de politique. Malgré le scepticisme qui peut planer au vu de l'impact colossal que ça aurait sur l'économie, c'est une idée qui a du sens selon les idées des différents états favorables à cette politique.

Mais comme ce genre de décision se fait sur une coalition globale et unanime, il semble compliqué de convaincre tous les états de réfuter le système existant, et de totalement le remettre en cause. La Finlande est donc mitigée sur le sujet et ouverte sur les différentes propositions des participants. Même si nous pensons que le reste de l'Europe devrait également et surtout se remettre en question sur leur gestion de crise, que ça soit pour celle là ou celles à venir. Car même si les ressources de l'union européenne sont très importantes et utiles pour ce genre de situation, nos ressources sont loin d'être infinies et essentielles pour établir des projets d'avenir, nous ne pouvons pas éternellement maintenir le même système en faisant confiance aux autres pour « couvrir nos arrières ». Dans ce genre de crise, les pays touchés s'occuperont tout en premier de leur cas et par la suite des autres.

Peu importe nos décisions, l'Europe doit rester soudée et forte devant nos « concurrents » communs et chercher à trouver une solution qui pourrait satisfaire l'ensemble de l'UE mais également la faire évoluer, en mettant de côté nos confort et installations personnelles, car cela sera nécessaire si nous voulons effectuer un changement majeur.